



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 7 février 2012

Agenda

Lundi 13 février

-15h : **Michel GRIFFON** :
« *L'exploitation des ressources agricoles et alimentaires* ».

Lundi 20 février

-14h15 : réunion de la section générale, salle 4.

-15h : **François BERSANI**, Secrétaire général du Comité pour les métaux stratégiques : « *L'avenir du secteur minier traditionnel* ».

Lundi 27 février

-Pas de séance.

Lundi 5 mars

-12h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-15h : **Jacques VÉRON**, directeur de recherche à l'INED : « *Migrations et environnement* ».

Lundi 12 mars

-15h : **Christian de PERTHUIS**, professeur associé à l'Université Paris-Dauphine : « *L'adaptation au changement climatique* ».

Lundi 19 mars

À l'initiative de la section Économie politique, statistique et finances, journée consacrée à **l'énergie nucléaire** :

-9h00 : entretiens de l'Académie.

-15h : séance.

-Comité secret.

Lundi 26 mars

-15h : **Général Jean-Louis GEORGELIN**, Grand Chancelier de la Légion d'honneur : « *La question militaire aujourd'hui* ».

-Comité secret.

Lundi 2 avril

-11h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.

-12h30 : déjeuner des membres.

-15h : **Pierre MOREL**, représentant spécial de l'U.E. pour l'Asie centrale : « *Poids et rôle des pays émergents* ».

Séance du lundi 6 février

Après approbation du procès verbal du lundi 31 janvier, **Marianne Bastid-Bruguière**, président de l'Académie, a fait procéder aux dépôts d'ouvrages.

François d'Orcival a présenté à ses confrères **Jean Tulard**, *détective de l'histoire – Entretiens avec Yves Bruley* (éditions Écriture, 2012, 329 pages).

Georges-Henri Soutou a présenté à ses confrères *Hyppolite Taine, un regard sur la France*, de Jean-Paul Cointet (éditions Perrin, 425 pages).

Le président a ensuite passé la parole à **Didier Julienne**, expert des matières premières, membre du conseil scientifique de l'Université de Nice Sophia-Antipolis, qui a fait une communication sur « *Les problèmes des métaux et terres rares* ».

L'orateur a, dans une première partie, exposé ce qu'est une doctrine nationale des matières premières. Celle-ci est fondée « *sur trois éléments : l'indépendance énergétique, l'autosuffisance alimentaire et l'indépendance minérale. L'absence de l'une de ces indépendances empêche tout développement économique durable.* » C'est dans le cadre de cette doctrine que « *le Japon et la Corée cherchent un approvisionnement stable pour l'économie du pays ; la Chine cherche à maintenir un approvisionnement domestique stable via une centralisation des besoins, une consolidation industrielle et moins de contrebande. Les États-Unis cherchent à diversifier des approvisionnements, à substituer, à recycler pour industrialiser. L'Europe cherche à éviter la pénurie.* »

Didier Julienne a déploré, d'une part, que la France n'ait pas élaboré de liste de matières critiques, une matière critique étant « *une matière première pour laquelle les risques industriels liés au déficit de l'offre sont élevés car il n'y a pas de substitution possible, comme par exemple le rhodium pour la catalyse automobile* » ; d'autre part, que l'industrie minière française, « *trop peu capitalisée par rapport à celles de nombreux autres pays, n'ai pas de projet d'ampleur* ».

Il a ensuite énuméré quelques-uns des obstacles au développement du secteur minier français des métaux et terres rares : « *En France, on ne connaît pas l'horizon géologique sous les 100 mètres, alors que couramment, dans le reste du monde, les mines descendent à 1 000-2 000 mètres. En outre, en France, on n'écoute plus la parole de l'ingénieur, qui sait mais qui doit se taire. Ce sont d'autres qui parlent, ceux qui ne savent pas.* »

En conclusion, Didier Julienne a martelé que « *si la consommation de métaux critiques augmente, la France devra conquérir une indépendance, se prendre en main et commencer par ouvrir des mines sur son territoire. Le secteur minier de demain, ce sont de nouvelles campagnes d'exploration, des teneurs de minerai en baisse, des coûts en hausse et des réglementations environnementales plus strictes. Si les mines locales sont insuffisantes, il nous faudra trouver une profondeur géologique stratégique, c'est-à-dire un territoire sans tension démographique, disposant de matières premières et dont nous comprendrions l'accès.* »

À l'issue de sa communication, **Didier Julienne** a répondu aux questions que lui ont posées **Marianne Bastid-Bruguière**, **Georges-Henri Soutou**, **Emmanuel Le Roy Ladurie**, **Jean-Claude Trichet**, **Bertrand Collomb** et **Marcel Boiteux**.

À lire

- **Bertrand Collomb** : *Les défis du changement climatique – Regard d'un industriel et d'un homme d'entreprise*, publié dans *La Science et le Débat public*, ouvrage collectif (éd. Actes Sud et Institut des Hautes Études pour la Science et la Technologie coll. *Entretiens*, janvier 2012, 348 pages). Extrait : « *Le changement climatique offre vraiment un test de l'application d'une démarche scientifique dans notre société. D'abord pour l'acceptation d'une "vérité" scientifique dont la preuve n'est jamais établie à 100%, dans un domaine où l'incertitude statistique rend difficile l'interprétation des observations directes, et où la complexité des phénomènes limite la crédibilité des modèles prévisionnels. Que certains préconisent de lutter contre le risque de réchauffement en invoquant seulement sécurité, efficacité et diversifications énergétiques et en évitant de parler du véritable objectif, ne montre pas une vision optimiste du fonctionnement de nos démocraties, et de la capacité de nos sociétés à faire face aux réalités. Accepter, le débat climatique étant devenu politique, que l'approche scientifique du climat soit inutile, voire nuisible au débat car elle polariserait les oppositions, nous ramène tout droit aux périodes obscurantistes de l'histoire de l'humanité où la vérité était définie par un consensus social ou religieux ! Ensuite, le changement climatique représente un test également dans l'application de la science économique, où la théorie est en fait impuissante à éclairer les choix entre générations ou entre régions différentes du globe, de même que l'internalisation du coût du réchauffement par un prix du CO2 reste une solution théorique dont l'intérêt pratique est limité. Il est probable que l'on soit conduit à s'éloigner quelque peu de l'idéal d'une économie de libre choix et de libre-échange pourtant accepté par le plus grand nombre et validé par l'expérience. C'est enfin un test dans le domaine des sciences sociales et politiques, où la question d'une véritable gouvernance mondiale demeure largement taboue, où la construction d'un compromis acceptable par tous semble une tâche insurmontable, et où les entreprises, facteurs naturels d'optimisation au plan international, peuvent difficilement jouer un rôle dans la mise au point de ce compromis.* »

- *Lucid mind, intrepid spirit : essays on the thought of Chantal Delsol*, par Carl E. Scott, Peter A. Lawler, Paul P. Seaton et Lauren K. Hall (éditions Lexington Books, décembre 2011, 130 pages).

Dans la presse

- **Jean-Claude Casanova** et **Michel Pébereau** : « Sciences Po, un bon bilan », dans *le Monde* du samedi 21 janvier. Extraits : « *Cette tribune répond aux attaques qui ont été, ici ou là, portées contre Sciences Po. Nous nous exprimons, l'un comme président de la Fondation nationale des sciences politiques et de son conseil d'administration, et l'autre comme président du conseil de direction de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. On pourra, sans doute, nous considérer comme juges et parties, mais ces responsabilités nous permettent de porter sur cette institution et son évolution un regard éclairé, espérons-nous, par l'expérience et la réflexion. [...] En 2011, un tiers des diplômés de master ne sont pas français et un quart des diplômés français trouvent leur première embauche hors de France. Le diplôme est désormais considéré, pour le premier emploi, comme équivalent de ceux des grandes écoles et des meilleures universités. Dans le même temps, nous avons créé une voie qui permet de sélectionner des élèves doués (un peu plus d'une centaine par an) issus de lycées situés dans des zones peu favorisées et ayant conclu une convention avec Sciences Po. Jamais la mixité sociale n'a été aussi grande : 26 % des élèves sont boursiers, ne paient aucun droit de scolarité, et reçoivent de Sciences Po un complément correspondant à 75 % du montant de leur bourse publique. Ce qui démontre que sélection des meilleurs et promotion sociale peuvent aller de pair. [...] Les traitements versés directement par le Trésor public au personnel du CNRS et de l'enseignement supérieur affecté à Sciences Po s'élevaient à 10 millions d'euros en 2000 et à 17 millions en 2010. Au total la contribution de l'État est passée de 70,5 % à 55,5 % de nos ressources. L'actif de la Fondation s'élevait à 31 millions en l'an 2000 et il a atteint 127 millions en 2010. Pour assurer l'enseignement et la recherche dans des locaux dont elle restera propriétaire, la Fondation a accepté de s'endetter fortement. Les droits d'inscription réglés par les étudiants sont calculés en fonction des revenus de leur famille. Un nombre important en sont dispensés et une partie de la ressource abonde les bourses de l'État et en crée d'autres.* »

À noter

- **Mireille Delmas-Marty** a été l'invitée de la 21^e *Journée du Livre politique* qui s'est tenue à l'Assemblée nationale le samedi 4 février sur le thème « Éthique et politique ». Elle est intervenue dans le cours de l'après-midi au débat autour de la question « Comment garantir les principes de l'éthique ? ».

Groupes de travail

- Le groupe de travail que préside **François Terré** sur « la réforme du régime général des obligations » se réunira le mercredi 8 février, de 9h30 à 16 heures, dans la salle des Cinq Académies.

- Le groupe de travail que préside **Bernard d'Espagnat** sur « l'apport de la physique contemporaine à la théorie de la connaissance » se réunira le lundi 12 mars à 16h30 en salle 4.